



LES FAITS MARQUANTS DE L'IPBES 1

MARDI 22 JANVIER 2013

L'IPBES 1 s'est réunie pour sa deuxième journée à Bonn, en Allemagne, le mardi 22 janvier 2013.

Le matin, les délégués ont poursuivi leurs délibérations sur le programme de travail initial de l'IPBES, en examinant le rôle du Groupe d'experts multidisciplinaire (GEM) en matière de supervision de la préparation du programme de travail initial, et les arrangements institutionnels possibles pour la mise en œuvre du programme de travail. Les délégués ont également débattu de la proposition conjointe du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) concernant l'administration du secrétariat de l'IPBES.

L'après-midi, les délégués ont entamé l'examen des arrangements financiers et budgétaires. Un groupe de contact chargé du règlement intérieur et un groupe informel à composition non limitée chargé des liens entre l'IPBES et le système des Nations Unies se sont également réunis.

PROGRAMME DE TRAVAIL INITIAL DE LA PLATE-FORME

RÔLE DU GEM EN MATIÈRE DE SUPERVISION DE LA PRÉPARATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL INITIAL:

Les délégués ont examiné le document IPBES/1/2. De nombreuses délégations ont souligné la nécessité de garantir l'indépendance du GEM et, pour ce dernier, de se concentrer sur la science, en laissant les considérations politiques au Bureau et à la Plénière.

L'Irlande, au nom des États de l'UE membres de l'IPBES, a déclaré, soutenue par le BRÉSIL et l'ÉTHIOPIE, que le GEM devrait représenter différents systèmes de connaissance et disciplines, et a indiqué, soutenue par le CHILI, que les régions non représentées, comme les régions antarctique et de haute mer, devraient être prises en considération lorsqu'il y a lieu. Le CANADA, soutenu par la COLOMBIE, a souligné la nécessité de hiérarchiser les activités du GEM. La MALAISIE, soutenue par la THAÏLANDE et l'AFRIQUE DU SUD, a souligné la nécessité pour la Plénière de fournir au GEM des orientations appropriées, tout en assurant son indépendance.

La BOLIVIE, soutenue par le PÉROU, le CHILI, le MEXIQUE, la COLOMBIE, le BRÉSIL et le JAPON, a mis en exergue l'adoption d'une structure de réseau régional. L'Australie a préconisé l'intégration des nouvelles structures régionales aux structures existantes.

FIDJI a déclaré que les évaluations scientifiques devraient tenir compte des initiatives de conservation locales.

L'INDONÉSIE et le NÉPAL ont souligné la nécessité de soutenir financièrement la pleine participation au GEM de tous les membres. Le MEXIQUE a appuyé la constitution de groupes de travail distincts au sein du GEM afin de réaliser des évaluations et de soutenir les travaux de l'IPBES en matière de renforcement des capacités. Les ÉTATS-UNIS ont déclaré que

l'IPBES 1 devrait se concentrer sur le mandat du GEM et de ses groupes de travail, et, soutenus par le KENYA, ont estimé que les autres questions peuvent être examinées interressions. Le JAPON a indiqué le renforcement des capacités comme étant une priorité de l'IPBES et a demandé une approche ascendante. L'ÉTHIOPIE, soutenue par la MALAISIE, a indiqué la nécessité pour les pays en développement de profiter de l'IPBES en termes de transfert des technologies et de renforcement des capacités.

Le CONSEIL INTERNATIONAL POUR LA SCIENCE (CIUS) a approuvé les tâches allouées au GEM pour la période intersessions précédant l'IPBES 2. La LIGUE DES ÉTATS ARABES a fait état d'une résolution acceptée par les ministres arabes en décembre 2012 qui souligne l'importance du renforcement des capacités pour la préservation de la biodiversité et d'une facilitation adaptée de la participation de tous les États à l'IPBES.

ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS POSSIBLES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL:

De nombreux participants ont souligné l'importance de rendre l'IPBES opérationnel le plus tôt possible. La NORVÈGE, soutenue par la COLOMBIE, le PÉROU et le CHILI, a souligné que la décision concernant la constitution de groupes de travail devrait faire suite à une décision sur le programme de travail, la COLOMBIE, soutenue par la MALAISIE, soulignant que les options proposées pour la constitution des groupes de travail ne s'excluent pas mutuellement. La CÔTE D'IVOIRE a mis l'accent sur la nécessité de réduire les chevauchements entre les groupes de travail. Le CIUS a mis en garde contre la constitution d'un trop grand nombre de groupes de travail, proposant également que leur composition soit guidée par l'excellence scientifique et la pertinence des politiques. L'INDE a exprimé sa préférence pour des groupes de travail organisés selon les quatre fonctions principales de l'IPBES. La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a déclaré que la génération de connaissances et l'appui à l'élaboration de politiques sont étroitement liés.

Le BRÉSIL, soutenu par l'AFRIQUE DU SUD et l'INDONÉSIE, mais contré par l'INDE, a appuyé l'idée de structures régionales pour les travaux de l'IPBES. La BOLIVIE, le COSTA RICA et le NÉPAL ont appuyé une structure décentralisée du GEM. L'UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (UICN) a mentionné le Principe de Busan sur la collaboration avec d'autres organisations afin d'accélérer la mise en œuvre du programme de travail de l'IPBES. La LIGUE DES ÉTATS ARABES a déclaré que la valeur économique de la biodiversité a été sous-estimée dans la région arabe.

Le président de la session Alfred Apau Oteng-Yeboah (Ghana) a créé un groupe de contact, présidé par Zakri Abdul Hamid (Malaisie) et Ivar Andreas Baste (Norvège), pour examiner ces questions plus tard dans la semaine.

ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

SECRETARIAT: Le secrétariat a présenté le document IPBES/1/7/Rev.1 (proposition commune sur l'administration du secrétariat de l'IPBES présentée par le PNUE, l'UNESCO, la FAO et le PNUD).



Salvatore Arico, UNESCO, au nom des quatre organisations des Nations Unies, a mis en exergue les arrangements de collaboration pour le travail administratif, notamment: un groupe de gestion composé de hauts responsables avec des fonctions administratives; le fait que le fonds d'affectation spéciale soit administré par le Bureau des fonds d'affectation spéciale du PNUD; et le fait que le recrutement du personnel de l'IPBES respecte le règlement du PNUD.

La COLOMBIE, soutenue par l'IRAN, l'ÉTHIOPIE, le LIBÉRIA, le NÉPAL, l'OUGANDA, l'ÉQUATEUR et la TURQUIE, a exprimé sa préférence pour ne lier l'IPBES qu'au PNUE, pour des raisons d'efficacité. La SUISSE a reconnu la valeur ajoutée des quatre organisations onusiennes, et, rejointe par le NIGERIA, la COLOMBIE et le ZIMBABWE, a proposé que le PNUE soit l'organisation chef de file. Le JAPON et FIDJI ont déclaré que la proposition manque encore de précisions concernant le type de soutien qui serait apporté par les organisations des Nations Unies.

La SUISSE, soutenue par l'Irlande, au nom des États de l'UE membres de l'IPBES, par la NORVÈGE et par les ÉTATS-UNIS, a demandé des éclaircissements sur le rôle du groupe de gestion composé de hauts responsables issus de chacune des organisations. Le BRÉSIL a appuyé la création d'un groupe de gestion et a demandé des éclaircissements sur la relation entre les différentes structures régionales. L'Irlande, au nom des États de l'UE membres de l'IPBES, soutenue par la NORVÈGE, a estimé une décision sur les structures régionales prématurée, et a demandé instamment que le secrétaire de l'IPBES soit recruté le plus tôt possible. FIDJI a souligné que la nature multidisciplinaire de l'IPBES exige différents types de compétences spécialisées, notant la diversité des atouts institutionnels onusiens selon les régions.

Les ÉTATS-UNIS ont demandé des éclaircissements sur l'organisation responsable en tant qu'employeur, la valeur ajoutée de la participation de plusieurs organisations et la gestion du fonds d'affectation spéciale par le PNUD, et ont suggéré, soutenus par le NIGERIA, qu'il serait prématuré de décider de la composition du secrétariat avant qu'une décision sur le programme de travail n'ait été prise. L'ARGENTINE, soutenue par le JAPON, a demandé des éclaircissements sur les frais généraux, le JAPON, contré par le BRÉSIL et l'ÉTHIOPIE, demandant un engagement de la Plénière dans le recrutement du secrétaire.

Caroline Petersen, PNUD, et Ibrahim Thiaw, PNUE, au nom des quatre organisations des Nations Unies, ont précisé: que le PNUE serait responsable du recrutement du personnel en concertation avec les autres organisations et le Bureau de l'IPBES; que la proposition présentée par les quatre organisations a été élaborée en réponse aux demandes formulées aux réunions de Busan, Nairobi et Panama; et que les organisations seraient également impliquées dans la mise en oeuvre du programme de travail. Ils ont également proposé que le nom 'groupe de gestion' devienne 'groupe de contrôle administratif'. La NORVÈGE n'a pas appuyé le changement de nom, à cause de l'importance de la participation des instances dirigeantes.

L'AFRIQUE DU SUD a proposé une analyse coûts-bénéfices de la proposition conjointe. La GRENADE, soutenue par le CHILI et l'ÉTHIOPIE, a exhorté la Plénière à assigner des tâches au PNUE, l'ÉTHIOPIE demandant également que le PNUE procède à l'affectation du secrétariat. L'ARGENTINE a proposé de constituer un groupe des Amis du Président pour examiner cette question. En réponse, le président Oteng-Yeboah a annoncé que le Bureau reviendrait à la Plénière avec une proposition sur les moyens de progresser sur cette question.

LIENS ENTRE LA PLATE-FORME ET LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES: Un groupe informel à composition non limitée, créé par le Bureau et facilité par Spencer Thomas (Grenade), s'est réuni dans la soirée pour examiner les liens entre l'IPBES et le système des Nations Unies (IPBES/1/11). Les délégués ont examiné comment garantir l'indépendance scientifique de l'IPBES ainsi que l'implication des quatre organisations des Nations Unies dans les travaux de l'IPBES, en notant que le rôle précis de ces organisations devra être décidé par la Plénière. Les délégués ont également examiné la possibilité d'inviter le Bureau à poursuivre ce débat et à faire un rapport à l'IPBES 2. Thomas a déclaré qu'il ferait état des discussions du groupe à la Plénière.

ARRANGEMENTS FINANCIERS ET BUDGÉTAIRES PROCÉDURES FINANCIÈRES: Le secrétariat a présenté le document pertinent (IPBES/1/6). L'ARGENTINE a mis en question le fondement d'une marge de manœuvre de 20% dont

le secrétariat bénéficierait pour la réaffectation budgétaire. Le secrétariat a répondu que cette proposition, ainsi que celle qui concerne les fonds divers, a été extraite des procédures financières du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui constituent la base du document actuel.

L'Irlande, au nom des États de l'UE membres de l'IPBES, a préconisé l'utilisation de l'euro comme monnaie. Les ÉTATS-UNIS ont appuyé le budget et ont noté que les contributions en nature devraient faire l'objet de protocoles d'accord. La BOLIVIE a demandé des éclaircissements sur la forme et les sources possibles des revenus divers.

BUDGET INITIAL DE LA PLATE-FORME: Neville Ash, PNUE, a présenté le document (IPBES/1/10). La NOUVELLE-ZÉLANDE, soutenue par la NORVÈGE, le CANADA et la SUISSE, a reconnu la nécessité de budgétiser plusieurs réunions pour le Bureau et le GEM, en particulier lors de la phase initiale, mais a estimé que les chiffres inscrits au budget doivent être clarifiés. Le JAPON a exprimé son soutien à l'IPBES, mais s'est interrogé sur la possibilité d'améliorer son efficacité, proposant de réduire les déplacements et d'utiliser les technologies de communication pour tenir des réunions virtuelles. La NORVÈGE, soutenue par les ÉTATS-UNIS, a proposé que les effectifs et les salaires du secrétariat de l'IPBES reflètent ceux du secrétariat du GIAEC.

L'ARGENTINE a demandé des éclaircissements concernant le projet de procédures financières, mentionnant d'éventuelles contradictions entre les divers documents. Les ÉTATS-UNIS ont souligné les coûts élevés de certaines activités, notamment les coûts des activités de communication et des Plénières. Neville Ash a clarifié les chiffres inscrits au budget, expliquant notamment que les budgets des Plénières reflètent les dépenses des réunions précédentes, et a suggéré que les effectifs reflètent l'étendue des activités de l'IPBES.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le président Oteng-Yeboah a créé un groupe de contact chargé du règlement intérieur régissant le fonctionnement de la Plénière de l'IPBES (IPBES/1/3), coprésidé par Robert Watson (Royaume-Uni) et Leonel Sierralta Jara (Chili). Ce groupe de contact s'est réuni à l'heure du déjeuner et après la Plénière de l'après-midi. Les délégués ont débattu, entre autres, de l'opportunité pour les président et vice-présidents du Bureau d'être également membres à part entière du GEM, et de l'opportunité pour les membres du GEM d'être élu à titre personnel. Bien que des progrès ont été accomplis, le groupe n'est pas parvenu à un accord sur ces points et le coprésident Watson a décidé de réexaminer ces questions, et d'autres, mercredi.

DANS LES COULOIRS

Les questions concernant la composition du GEM ont été sources d'exaspération constante parmi les délégués lors de la deuxième journée de l'IPBES 1. Un délégué a mentionné une impression de "déjà vu", rappelant de longs débats similaires à Panama, notamment sur la question de la représentation géographique. Selon certains délégués, l'indépendance du GEM repose sur la garantie d'un fondement apolitique, un délégué déclarant que "si le GEM se politise, nous connaissons les mêmes difficultés que l'OSASTT de la CDB, dont les réunions sont devenues de mini CdP plutôt que des réunions d'experts techniques en biodiversité". D'autres ont estimé que le mandat du GEM devrait être au centre de cette réunion, préférant que des questions comme la représentation géographique soient abordées intersessions.

S'assurer de la composition multidisciplinaire du Groupe a été une préoccupation supplémentaire. Certains délégués ont fait écho aux inquiétudes exprimées en Plénière concernant le fait que le GEM doit comprendre un éventail équilibré de points de vue scientifiques: non seulement les sciences naturelles doivent être représentées, mais aussi les sciences sociales, pour permettre aux membres du GEM de comprendre collectivement les causes sous-jacentes d'une préoccupation particulière en matière de biodiversité, et de formuler des avis sur la manière appropriée de l'aborder.